



Cacouna le 20 juillet 2006

A qui de droit,

Voilà les réflexions des Gens du Grand Cacouna et de l'est du Québec, dans les journaux de l'est du Québec ainsi que les journaux le Devoir, le Soleil, La Presse, nous pouvons lire des témoignages de Gens qui ont l'environnement à coeur.

Ainsi que leur coin de pays, avec tous les efforts que tous le monde ensemble déploient pour garder notre planète le peu qu'il nous reste.

Avec quelle Arogance nos Gouvernements Provincial, Fédéral, parlent d'énergie renouvelable, faire attention, aux émanations de gaz à effet de serre, (GES) ils parlent de recyclage, de covoiturage ect.....

Nous constatons, quelle incoérence dans la gérance des projets, ils prônent des Ports Méthaniers dans l'Est du Québec, ils savent très bien que le Fleuve Saint-Laurent est un dépotoire à ciel ouvert, et que la navigation est très difficile de Point-Au-Père à Trois-Rivières, même des pilotes de la Garde Cotière sont demandés à chaque fois que des bateaux étrangers doivent emprunter ce chenal qu'ils appellent le canal rouge.

Les Vraquiers et autres bateaux qui proviennent du Port de Sept-Iles et de Port-Cartier avec du minerai de fer ou autre marchandises, doivent mettre 1/4 de moins de leur charge pour ne pas rester bloquer sur des pic de roche ou de sable.

Aucun Méthanier ne peut naviguer en toute sécurité sur les eaux du Fleuve Saint-Laurent de Pointe-au-Père à Trois-Rivières. En passant nous vous informons que Petro Canada avait fait faire un exposé par un pilote de leur choix lors de la première partie du Bape à L'Hotel Universel, ce pilote par son discours n'a jamais naviguer sur le Saint-Laurent, le texte lui avait été dicté par le Promoteur.

Nous vous demandons d'être très vigilants, attentifs, aux informations. Nous vous rapellons que c'est nous les contribuables qui vous ont élues, donc nous avons droit de parole, même si depuis quelques temps le tapis de la démocratie veut nous glisser dessous nos pieds.

Nous nous laisserons pas faire, la démocratie doit s'exercer en tout temps c'est ce qui donne un pays et des Provinces avec des contribuables forts, contents, de vivre en santé dans un climat que nous avons choisi volontairement.

Lorsque les Gouvernements ne prennent plus en considération la santé, le bien-être, la dangérosité, que les contribuables souhaitent, il existe des moyens démocratique pour les contribuables de se faire entendre. Dans le langage politique cela s'appelle des élections, nous ferons valoir notre droit de vivre dans un environnement propre, tranquille, sans (GES) sans BRUIT comme nous l'avons choisis.

Résumé de la réunion du 19 juillet 2006, tenu à 20.00 hr à Cacouna avec téléphone conférence pour les Gens des Alentours et de la Côte Nord. Ensemblenous y arriverons.

LA ZONE D'EXCLUSION DE 13 KILOMETRES EST TOUJOURS LA SECURITE SURTOUT POUR UN PROJET QUI N'A PAS RAISON D'ÊTRE.

Merci de nous lirent, nous demeurons des contribuables à la fine pointe de l'information.

La Groupe de Gens Du Grand Cacouna et de Alentours, et tous l'Est du Québec


Lucille Bouchard

La carte postale barbouillée

SANDRA FILLION

L'est du Québec deviendra-t-il un vaste terrain miné par l'industrie lourde? De la Baie des Chaleurs à Cacouac, la carte postale est de plus en plus barbouillée d'appels à l'aide. Le 21 juin, sur le site du groupe Coalition retour à l'expédition, on peut lire: « Les résultats de la toute première enquête sur la santé des enfants de la région de Belledune révèlent que ceux qui vivent à moins de 6 km de la fonderie ont plus de problèmes de santé relatifs à leur système nerveux, à leur peau, à leur vessie/reins et à leur estomac/système digestif que les enfants qui vivent entre 6 et 27 km de la fonderie. » En 2005, une étude sur trois ans démontrait que la région était la plus affectée de la province du Nouveau-Brunswick par les cas de cancers et autres maladies causées par l'immixtion au plomb, au cadmium et à l'arsenic. La cause? La fonderie de plomb appartenant à la Falconbridge. L'été dernier, alors que j'avais les pieds dans l'eau de Carleton, je ne pouvais m'empêcher d'avoir le goût amer dans la bouche. J'avais en tête ce magnifique poème de D. Kimm, récit d'un soldat au Lion d'Or comme une litanie: « Encore un peu de temps mon amour ».

Encore un peu de temps, mon amour? A Cacouac, pays du porc-épic, des baleines et des oiseaux rares, on craint le pire avec la construction du port méthanier de Vision Cacouac, le promoteur. Aujourd'hui, Gerald Dionne, citoyen de l'île Verte, avec qui j'étais en entrevue l'été dernier (« On n'est pas tout seuls à l'île Verte, on est trente! », juin 2005), semble craindre non seulement pour la décadence et la perte de services pour les résidents de l'île, mais pour la possibilité d'y vivre tout court. Navires transatlantiques à deux kilomètres des berges sur une route maritime historiquement trop dangereuse pour la navigation. Pont de glace de l'île Verte en danger. Citoyens en danger en cas d'accident de méthaniers sur le fleuve. Territoire malade ancestral. Diversité biologique exceptionnelle sur cinq écosystèmes fragiles. Espèces animales rares, menacées, vulnérables et protégées: guillemot à miroir, aperlun arc-en-ciel, toucou pelem, béluga... Usine de combustibles fossiles à l'heure de la géothermie, de l'énergie solaire et de l'éolien. Usine de combustibles fossiles alors que les entreprises régionales n'utilisent pas de cette énergie et que d'autres pays comme la Suède tenteront de l'éliminer dans quelques années.

Aucun projet de gazoduc sur la table, pourtant nécessaire à celui du port méthanier. Aucun projet de gazoduc refusé par les gouvernements. Rejets toxiques dans l'air. Pollution par le bruit. Possibilité de terrorisme sur le fleuve. Industrie aéro-touristique réduite à néant. Patrimoine architectural et naturel versus industrie lourde. Le ministre Béchard favorable au projet de méthaniers sur le fleuve, alors que les études d'impact ne sont pas réalisées. Résultats des études d'impact, prêts en octobre. Décision du gouvernement rendue publique en septembre. Dix-huit emplois à long terme. Actionnaires résidant à Calgary, New York, Londres et Paris.

Encore combien de temps, mon amour sur cette terre?

Ne louons pas les campagnards bucoliques et refusons cette industrialisation digne d'une autre époque. Misons sur l'économie du savoir, le développement durable, les projets communautaires. A trop vouloir ressembler à des pays comme la Suède ou à un état comme la Californie, alors que nous nous développons comme un « tiers-monde industrialisé », nous finissons par ressembler à rien du tout, et encore moins à nous-mêmes.

Port méthanier dans le Bas-Saint-Laurent

Des millionnaires sur nos battures

Sommes-nous en 1940 ou en 2006?

HUGO LATULIPE, CINÉASTE ET CITOYEN DE L'ÎLE VERTE

Il est difficile de nommer les ingrédients du bonheur. Cela tient probablement à un équilibre, à un dosage soigné, planifié par les siècles et les forces. Il y a quelques années, il nous a semblé que plusieurs de ces ingrédients coïncidaient sur ce petit caillou de 14 kilomètres juché à la confluence du fleuve aux grandes eaux et du Saguenay: l'Île Verte.

Depuis, nous avons choisi de vivre la partie de l'année avec nos enfants chéris. Nous voulons qu'ils vivent le Québec, qu'ils le portent en eux, qu'ils sachent notre richesse, notre chance, notre force et aussi leurs responsabilités. Ici, nous n'avons pas à expliquer les choses essentielles de la vie. Sur la limite du fleuve, elles sautent aux yeux. Elles existent et se reproduisent inlassablement. Elles «parlent» depuis des millions d'années. L'Île Verte est un havre. De beauté. De beauté. De pureté. Un territoire de magie perpétuelle.

Or les compagnies multinationales TransCanada Pipelines et Petro-Canada sont débarquées chez nous récemment. En face. En amont de notre air, de notre eau, de notre beauté. En amont de notre patrimoine écosystémique. Avec en tête l'idée de construire un port méthanier d'envergure continentale.

Les gens de l'Île et certains citoyens des villages autour se sont organisés pour comprendre, d'abord. Pour se renseigner. Alarés notamment par le refus justifié et éclairé de ce type de projet de plusieurs communautés de la Nouvelle-Angleterre, nous avons choisi de rejeter ce type de développement, destructeur à plusieurs égards. Nous venons de défendre une série de mémoires exposant nos positions devant la commission du BAPE mandatée par le gouvernement du Québec. Je relève ici quelques points saillants de l'argumentaire des citoyens.

PATRIMOINE POUR LE QUÉBEC

Nous sommes d'abord et avant tout en faveur d'une rationalisation sérieuse, à l'échelle nationale, de notre consommation énergétique. Les Québécois sont un des peuples les plus économes de la Terre. Il nous faut converger collectivement vers une plus grande efficacité énergétique.

La question se pose aussi de savoir s'il est pertinent pour un État qui contrôle sa richesse énergétique et qui la partage équitablement dans la société depuis 40 ans, depuis René Lévesque et Jean Lesage, de laisser glisser ses intérêts entre les mains de multinationales dont les actionnaires majoritaires vivent à Calgary, à New York, à Londres et à Paris.

Est-il pertinent pour un État qui produit une énergie propre et renouvelable de se lancer dans les énergies fossiles, de mettre le pied dans un engrenage de dépendance envers un marché moribond? Un engrenage de dépendance envers certains États instables et dictatoriaux? Un engrenage qui a mené, doit-on le rappeler, plusieurs États d'Occident, pris en flagrant délit de dépendance, à faire la guerre aux dictateurs... mais aussi, on le découvre malheureusement aujourd'hui, aux populations civiles?

Est-il pertinent pour un État clairement engagé en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dont 89% des citoyens ont déjà pris position en faveur du protocole de Kyoto de réinvestir dans la prospection gazière et pétrolière ou dans l'import-export de ces combustibles?

Est-il pertinent de permettre l'entrée par le vote républicain du Saint-Laurent de bateaux transatlantiques chargés à ras bord de combustible inflammable, le transbordement de

ce combustible dans un port industriel installé en plein paradis écosystémique et finalement le transit de ce gaz vers les États-Unis par pipeline presque personne — pas même le promoteur — n'arrive à faire la démonstration que nous avons besoin de ce gaz-là?

À toutes ces questions, nous répondons non.

PASSÉ/PRÉSENT LA TERRE

Contrairement aux États-Unis, où la propriété privée s'étend souvent aux côtes, aux

New York. Pensez à toutes ces beautés disparues, marchonnées. Durant cette longue partie de notre histoire, nous avons courbé l'échine devant le puissant. Par conséquent, depuis, le puissant a pris du volume. Celui qui se présente au portillon aujourd'hui est désormais plus gros que nous tous réunis. Plus gros que les États. Beaucoup plus gros.

Notre souhait de Québécois de 2006 est que ce passé lumineux passe à l'histoire une fois pour toutes. Qu'il soit enseigné, rappelé aux enfants —

Puis, on parle de 900 emplois par année durant les trois années de la construction. Ça, c'est sûr, c'est pour nous autres. De la job de bras, de la job pour se tuer à l'ouvrage, pour quelques mois. Mais a-t-on seulement réfléchi au coût de ces emplois? A-t-on seulement réfléchi à la menace d'un tel projet sur l'éco-tourisme, qui se porte assez bien mettez dans le Bas-Saint-Laurent (un million de touristes par année dans la MRC)?

Il semble clair que la chambre de commerce locale ne s'est pas posée la question de savoir s'il n'y aurait pas, par hasard, plus d'emplois à perdre qu'à gagner. De fait, ici, une bonne partie de l'économie dépend directement du coefficient de bonheur ressenté par les touristes.

Alors-nous brader le joyau du patrimoine bâti québécois qu'est le village de Cacouna pour 18 emplois d'agent de sécurité et de préposé à la quincairie? Alors-nous condamnons le paysage offert aux touristes qui font le pèlerinage chaque été? Alors-nous compromettons la valeur d'une région pour 18 fois?

40 000 \$ par année alors que the holy shah-rahalders vont empêcher des millions sans jamais mettre les pieds dans nos villages, comme ils ne sont jamais descendus dans la mine? Bon sang! Sommes-nous en 1940 ou en 2006?

Comment se fait-il que nos politiciens, dont plusieurs ont déjà pris position en faveur du port, soient aussi en retard dans leur conception de la modernité? Béchard, Charest, Bouchard, même retard. Pourquoi faut-il sans cesse leur demander de visiter d'autres États que l'Alberta ou les États-Unis pour s'orienter? Suggérons-leur le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède!

Il faut changer notre manière d'occuper la Terre, notre manière de nous développer. Maintenant. À l'heure actuelle, des icebergs faisant neuf fois la dimension de Singapour se détachent de l'Antarctique à cause du réchauffement climatique. Le nombre annuel d'inondations et de cyclones a quintuplé sur Terre entre 1950 et aujourd'hui. Il y a urgence depuis longtemps. À l'heure de Kyoto, il nous faut faire preuve de cohérence. Nous ne voulons plus de croissance économique à l'ancienne, celle qui menaçait la vie sur Terre.

Et les scientifiques le prouvent aujourd'hui de mille façons: le pays autour est notre premier système de santé; tous les jours, les Québécois le boivent, le respirent, le mangent. Nous sommes le pays que nous habitons. Les professionnels de la santé, les hôpitaux et le CLSC de la région se sont d'ailleurs prononcés en opposition au projet.

Malgré cela, une triste ambiance de défaite plane sur la région. Peut-être est-ce dû au fait que le radio d'État n'a pas non plus au bon de mentionner cette position sur les ondes... Étrange service public, vous ne trouvez pas? Par contre, nous avons su et encore si qu'à peu près toutes les instances gouvernementales et commerciales (dont une organisation qui s'écrit dans le tourisme et qui propose — aimez-vous bien — un centre d'interprétation de l'histoire) ont multiplié les prises de parole en faveur du projet. Une triste ambiance de «région-rassource», je vous dis...

En tout cas, sur ce pays divisé, silencieux ou complice — et peut-être même encore coincé dans son passé —, le consortium Énergie Cacouna a pour projet d'entamer la construction d'un monstre des autoroutes qui vient.

Unissons-nous.



Notre fils, Collin, cherche du kail devant la maison, un beau soir de juin

Photo: Hugo Latulipe

cours d'eau et aux plages, cette beauté-là est à tout le monde au Québec. Heureusement, nos berges sont encore publiques. Nous pouvons en être fiers.

Ce n'est pas la notion de propriété que nous défendons à l'Île Verte. Nous nous considérons plutôt comme les héritiers et les gardiens d'un lieu sur lequel nous ne faisons de toute façon que passer. Un lieu à la rencontre de cinq écosystèmes marins et terrestres reconnus par le ministère de l'Environnement du Québec, dont le troisième site ornithologique en importance au pays. L'Île Verte et sa batture, le Bas-Saint-Laurent, ses marais et ses côtes sont un patrimoine commun que nous tenons à partager avec nous «visés» et surtout, avec les humains qui nous suivront.

Le projet de port méthanier de Petro-Canada et de TransCanada Pipelines à Cacouna, quant à lui, est un projet privé et exclusif de millionnaires étrangers qui ont fait leur fortune sur le dos des travailleurs et des écosystèmes, sur le dos des richesses collectives et du bien commun des populations. L'absence de sentiments et de toute considération pour tout ce qui n'est pas d'ordre financier est leur spécialité.

ROMPRE AVEC CE PASSÉ-LÀ

Il fut un temps où certains États brochaient notre richesse, notre force, notre fierté, notre essence même: le pays, les paysages, les paysans. C'était autrefois. Lorsque le Canada français vendait la santé de ses femmes et de ses hommes, les anglais, à de grandes entreprises de Toronto et de

comme aux grands qui exhibent... mais qu'il soit révoqué, je me souviens.

On ne vend plus négocier cela. On ne vend plus nos forêts. On ne vend plus les richesses marines de notre fleuve, de notre golfe. On ne vend plus la santé de nos hommes et de nos femmes aux entreprises minières étrangères. On ne vend pas nos terres pour produire du maïs transgénétique, des légumes-pesticides, pour construire de sordides shops à viande et pour épancher des mets de fumier liquide. On ne négocie plus la qualité de l'eau ou de l'air.

Enfin, ici, désormais, on ne vend plus le bien commun. Ici, c'est le Québec. Le Québec est un pays moderne, à l'avant-garde du progrès, un pays fortuné, un pays très écolaire où on enseigne la suite du monde dans les écoles. On a fini de se vendre corps et âme.

ESPÉRANCE

Du point de vue de l'emploi, il faut réitérer que la région de Rivière-du-Loup se targue d'être une des seules régions du Québec à jouir du plein emploi. On ne cesse de le répéter dans les médias locaux. Puis, on nous annonce que cet immense projet de port méthanier, qui aura des impacts négatifs graves, laisserait dans la MRC, à long terme, 18 emplois sur les 35 emplois générés. Les autres emplois, les postes spécialisés et surqualifiés, seraient vraisemblablement occupés par nos hypothétiques intendants de Calgary ou d'Arabie Saoudite. Et c'en est fini.

N'est-ce pas proprement désastre? Pourtant, personne n'a relevé cette mauvaise blague dans les médias locaux. Pas même le radio d'État. À titre de compensation, j'ai intervené devant cette commission biliste remarquer que la pharmacie Jean Coujou de Bate-Comeau emploie 52 personnes!